

DE L'ÉVÉNEMENT DÉCLENCHEUR À LA POLARISATION: ENTRE RÉCITS CONCURRENTS, RHÉTORIQUE HOSTILE ET AMPLIFICATION NUMÉRIQUE

TRENDS **WATCH ALERT**

RAPPORT BIMENSUEL

23 AVRIL - 7 MAI 2026

La guerre en cours au Liban et, plus largement, au Moyen-Orient, a provoqué une profonde division au sein de la société libanaise concernant ce conflit, ses causes et la responsabilité des parties impliquées. Cette division interne ne se limite pas à cette question ; elle s'est étendue à de nombreux sujets et prises de position, au point que de nombreux enjeux internes ainsi que diverses positions politiques, sociales et autres sont devenues des axes d'alignement, de controverse et de récits contradictoires. À cela s'ajoutent de nombreux discours violents et incendiaires, ainsi que des informations fausses et trompeuses, qui aggravent les divisions internes.

Dans ce contexte, ce projet analyse le discours socio-politique dans l'espace public en suivant les thématiques prioritaires des médias, des acteurs politiques, des influenceurs, ainsi que sur les réseaux sociaux, afin de les mettre en lumière, d'en suivre les récits, d'identifier les acteurs qui les portent et d'évaluer les risques qu'ils comportent. Ces sujets reflètent souvent des tendances sociétales et révèlent les positions des principaux acteurs à leur égard.

Cette série de rapports bénéficie du soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie.

1. QUEL EST LE CONTEXTE ?

Dans le contexte de la guerre qui fait rage au Liban; marqué par une polarisation politique croissante et des tensions communautaires; deux incidents survenus entre fin avril et début mai 2026 ont enflammé le débat public.

Premier incident (25 avril 2026 - Saqiyat al-Janzir, Beyrouth) :

Dans l'après-midi du samedi 25 avril, les agents de la Sécurité de l'État ont tenté d'arrêter un exploitant de générateurs privés , Hassan Itani (« Abu Ali », en arabe), dans le quartier de Saqiyat al-Janzir, après qu'il eut refusé de se présenter à une convocation judiciaire liée à des infractions concernant ses générateurs. L'opération a rapidement dégénéré lorsque des habitants sont intervenus, provoquant des affrontements, des tirs en l'air et le blocage des principales artères de Beyrouth par des manifestants. Par ailleurs, l'incident a déclenché des réactions politiques, en particulier parmi les dirigeants sunnites, qui l'ont qualifié d'affront à la dignité des habitants de Beyrouth. En quelques heures, ce qui avait commencé comme une opération de contrôle de routine s'est transformé en un enjeu national lié aux tensions communautaires et à la méfiance envers les institutions sécuritaires du pays. Selon An-Nahar (27 avril 2026), « des voix se sont élevées dans la capitale, jusqu'au Grand Sérail, exigeant que le responsable de la patrouille - un officier chiite (le colonel Mohammad Shreim) - rende des comptes et réclamant la poursuite des membres de la Sécurité d'État qui ont tiré des coups de semonce en l'air ».



SOURCE : ©2026 - AL-MARKAZIA



SOURCE : ©2026 - LEBANONNEWS



Deuxième incident (1 mai 2026 - vidéo de la LBCI) :

Le 1^{er} mai 2026, la chaîne LBCI a diffusé une courte vidéo satirique générée par IA, inspirée du jeu vidéo "Angry Birds", mettant en scène des combattants du Hezbollah et son secrétaire général dans un scénario de combat caricatural. La vidéo a immédiatement suscité une vive réaction de la part des partisans du Hezbollah, qui ont lancé une campagne en ligne à grande échelle visant des personnalités religieuses, en particulier le patriarche maronite Béchara al-Raï, à travers des images manipulées et dégradantes. L'escalade s'est principalement déroulée sur les réseaux sociaux, mais a été renforcée par des déclarations politiques. Le moment de l'incident – pendant un week-end et la fête du Travail, alors que la presse écrite était absente – a contribué à intensifier l'engagement en ligne et à accélérer la propagation. Le pouvoir judiciaire est également intervenu, et la LBCI a annoncé le 3 mai avoir retiré la vidéo à la suite d'une directive du nouveau procureur général près la Cour de cassation, Ahmad Rami Hajj.



Dans les deux cas, des événements relativement mineurs – une opération d'arrestation et une vidéo satirique générée par l'IA – ont joué le rôle d'éléments déclencheurs, donnant rapidement lieu à des polémiques à l'échelle nationale. Ceci illustre la rapidité avec laquelle le débat public au Liban peut transformer des événements précis en affrontements politiques et identitaires plus larges, dans un contexte extrêmement volatil où s'entrecroisent tensions politiques, confessionnelles et médiatiques.

2. RÉCITS CONCURRENTS, RÉACTIONS ET DYNAMIQUES D'AMPLIFICATION

A. L'incident de Saqiyat al-Janzir :

L'incident de Saqiyat al-Janzir a donné lieu à des récits concurrents selon les sources, reflétant de fortes divergences quant au déroulement des faits sur le terrain, ainsi que des interrogations sur la légalité, la proportionnalité et la portée politique sous-jacente de l'événement. Les différentes versions variaient sensiblement, tandis que le récit officiel était bref et peu détaillé.

Alors que la Sécurité de l'État s'est focalisée sur l'aspect juridique et procédural, les médias traditionnels tels que LBCI ont combiné le récit officiel avec des éléments relatifs aux violations liées aux générateurs et aux préoccupations procédurales soulevées par l'avocat du détenu. MTV a, de son côté, relayé un récit plus critique, mettant l'accent sur un usage présumé excessif de la force, la mise en danger de civils et des pratiques sécuritaires controversées. La couverture télévisée a joué un rôle particulièrement central dans l'accélération de la propagation et de la politisation de l'incident.

Le site d'An-Nahar, quant à lui, a relayé la version officielle, tout en avançant une explication alternative liant l'escalade à des différends sur les tarifs des générateurs et à des pressions présumées visant à les réduire pour les personnes déplacées. Le refus aurait débouché sur des affrontements marqués par des tirs, faisant des blessés légers. En revanche, le site d'Al-Akhbar s'est concentré sur la colère populaire et la confrontation avec les agents de la Sécurité de l'État, rapportant que des individus avaient attaqué la patrouille, libéré le détenu et facilité sa fuite, tout en signalant des tirs pour couvrir le retrait.

En ce qui concerne la couverture de la presse écrite, l'affaire n'a suscité qu'un intérêt limité, certains médias l'ayant ignorée en raison du timing, l'événement ayant déjà perdu de son actualité dès le lundi suivant. D'autres, notamment Al-Liwaa, l'ont présenté comme la manifestation d'une fragilité structurelle plus profonde, d'une application sélective de la loi et d'un risque persistant de montée des tensions entre les communautés.

Des personnalités politiques ont ensuite renforcé ces interprétations à travers leurs déclarations publiques, contribuant ainsi à transformer cet épisode, initialement limité à une opération de sécurité localisée, en un débat national plus large sur l'autorité de l'État, les tensions confessionnelles et la légitimité institutionnelle.

Le secrétaire général du Courant du Futur, Ahmad Hariri :

« Beyrouth ne retrouvera pas le calme tant que l'État n'aura pas préservé la dignité de son peuple en demandant des comptes à tous les responsables au sein de l'appareil de sécurité de l'État pour les actes de violence commis contre notre peuple à Saqiyat al-Janizir et contre Abu Ali Itani... »

Le Premier ministre Nawaf Salam :

« Les actes de violence commis par des membres d'un des services de sécurité à l'encontre de civils dans le quartier de Saqiyat al-Janizir, notamment les coups de feu et les intimidations dont ont été victimes des citoyens, sont inacceptables, quelles qu'en soient les raisons ou les justifications... »

D'autres acteurs politiques affiliés au Courant du Futur ont également averti qu'ils n'accepteront pas un « nouveau 7 mai », rappelant des épisodes antérieurs de conflit interne, en référence aux événements du 7 mai 2008, lorsque des combattants affiliés au Hezbollah avaient pris le contrôle de certains quartiers de Beyrouth dans le contexte d'une crise politique et sécuritaire plus large.

Sur les réseaux sociaux, le hashtag [#ساقية_الجنزير](#) ([#Saqiyat_al-Janizir](#)) est apparu pour la première fois le 25 avril, jour de l'incident, servant de point d'entrée principal pour la diffusion d'informations à ce sujet. Initialement utilisé comme hashtag d'actualité pour décrire le lieu et le déroulement des événements, il s'est rapidement transformé en un espace de débat public où s'exprimaient des points de vue divergents.

Parallèlement, le hashtag [#بيروت_خط_أحمر](#) ([#Beyrouth_Ligne_Rouge](#)) a fait son apparition plus tard dans la journée, alors que les récits autour de l'incident se fragmentaient en interprétations divergentes. Il mettait l'accent sur la protection de la « dignité de Beyrouth » et le rejet de ce qui était considéré comme un affront à ses habitants, tandis que les réactions opposées se limitaient largement à des commentaires critiques au sein du hashtag d'origine ou à travers des réponses individuelles, sans qu'un « contre-hashtag » ne voie le jour.

Cette évolution témoigne du passage d'une description de l'incident comme un événement isolé à son intégration dans des récits symboliques plus larges liés à l'identité confessionnelle et à la dignité, ce qui a contribué à la polarisation et a transformé l'incident en un enjeu d'opinion publique dépassant son contexte immédiat.

B. Vidéo de la LBCI:

La vidéo de la LBCI a d'abord suscité une vive réaction de la part des partisans du Hezbollah, qui s'est rapidement transformée en une campagne en ligne de grande envergure visant des personnalités religieuses, en particulier le patriarche maronite Béchara al-Rai, accompagnée d'images dégradantes et diffamatoires, retouchées numériquement, qui ont joué un rôle déterminant dans sa diffusion.

À mesure que les interactions s'intensifiaient, le 2 mai a été marqué par l'émergence des hashtags de soutien tels que [#البطيرك_الراعي](#) et [#بكركي_جبل](#) ([#Patriarche_Raï](#) et [#Bkerké_Montagne](#)), dont l'utilisation a atteint un pic vers midi, parallèlement à des hashtags tels que [#الرموز_الدينية](#) et [#المقامات](#) ([#Symboles_Religieux](#) et [#Institutions_Sacrées](#)) qui ont recadré le débat dans une logique de « défense de l'autorité religieuse ». Cette évolution reflète un glissement de la critique médiatique vers la diffamation à travers les images, avant d'être replacée dans un cadre identitaire et religieux plus large.

Parallèlement, aucun hashtag d'opposition unifié n'a émergé. La réaction s'est également étendue au-delà des images statiques, avec la production de vidéos générées par l'IA diffusées sur la plateforme X, lesquelles modifiaient la vidéo originale en réorientant le message contre le camp adverse, dans une même logique d'escalade. Ces vidéos se caractérisent par leur rapidité, leur simplicité et leur facilité de reproduction, ce qui a permis une diffusion rapide et à grande échelle.

L'incident a également donné naissance à plusieurs récits concurrents dans les déclarations publiques de personnalités religieuses et politiques, de journalistes et de militants, axés sur les questions de liberté d'expression, de critique politique du Hezbollah et de préoccupations concernant la paix civile. Le Hezbollah a réagi en condamnant la vidéo comme une tentative offensive et délibérée d'attiser les tensions et de provoquer des troubles civils, appelant à la retenue et à des poursuites judiciaires.

Certains commentateurs ont mis l'accent sur la polémique suscitée par des images manipulées du patriarche al-Rai, s'inscrivant dans le cadre de luttes identitaires et politiques plus larges. Les défenseurs de la liberté d'expression ont présenté la satire et la critique comme relevant du droit à la liberté d'expression, tandis que les détracteurs du Hezbollah ont mis en avant l'intolérance de ce dernier face à la critique et son impact négatif sur la cohésion nationale. Les dirigeants politiques et religieux, notamment le président, le Premier ministre, le président du Parlement et le patriarche maronite, ont rapidement condamné le discours dominant, dénoncé les attaques contre des personnalités religieuses et appelé au calme, avertissant que l'escalade de la rhétorique et les attaques contre des figures symboliques risquaient de compromettre la cohésion sociale et d'attiser les troubles civils.



Nabih Berri :

« a condamné les campagnes d'insultes et d'attaques contre les symboles religieux et nationaux, "quelle qu'en soit l'origine ou le moyen utilisé, que ce soit dans les médias ou dans l'espace virtuel", appelant les Libanais à "prendre conscience des dangers d'un glissement vers la discorde, que l'ennemi commun des Libanais – chrétiens et musulmans – a toujours rêvé de provoquer..." » (Source : Al Akhbar)



Serge Dagher (Parti Kataëb) :

« Vous ne respectez ni le Patriarche, ni le Président, ni le Premier ministre, ni le Liban, ni les communautés, ni les Libanais. Nous ne sommes pas surpris – nous vous connaissons bien : aucune morale, aucun sentiment d'appartenance, rien de libanais en vous. Des mercenaires à 100 %. Mais aujourd'hui, votre véritable visage apparaît au grand jour, au cas où certains étaient encore dupés. La guerre prendra fin, mais la vraie question demeure : pourra-t-on encore vivre avec vous après cela ? Ces propos visent un parti, et non une communauté. La communauté est d'ailleurs la première victime de votre destruction. »



Nizar Saghieh :

« Tout homme religieux qui s'engage dans l'arène politique doit avoir le courage d'accepter les critiques qui lui sont adressées. Celui qui influence la vie des gens ne peut leur refuser le droit de le critiquer sous prétexte qu'il est une figure religieuse. En revanche, toute campagne visant un homme religieux non pas en raison de ce qu'il fait ou dit, mais pour ce qu'il représente, ou par vengeance envers une figure d'une autre religion, peut constituer un discours de haine. »



Annahar :

« La campagne d'insultes contre le patriarche Raï soulève plusieurs interrogations : Hezbollah traverse-t-il une phase de relâchement délibérément orientée vers l'intimidation politique ? Ou bien ce qui apparaît reflète-t-il une fragilité interne et un recul du contrôle organisationnel après Hassan Nasrallah ? »

Ces réactions reflétaient l'ampleur de la polarisation au Liban autour des questions nationales et des événements en cours. Certains observateurs ont décrit cette dynamique comme une manifestation numérique de l'escalade des tensions, tout en avertissant que de tels schémas reflétaient un déclin du niveau du débat public, avec des implications potentielles pour la liberté d'expression.

Dans l'ensemble, cette évolution marque le passage d'un désaccord politique à une polarisation identitaire plus marquée, contribuant ainsi à transformer cet incident en un enjeu d'opinion publique qui dépasse son contexte médiatique immédiat, à l'instar du cas évoqué plus haut.

3. SCHÉMAS DE CADRAGE COMMUNS AUX DEUX INCIDENTS

Rhétorique de l'escalade et cadrage sous l'angle de la « provocation »

Ces deux incidents ont été présentés par différents acteurs comme des déclencheurs délibérés – qu'il s'agisse de la vidéo ou de mesures de sécurité – visant à cibler des communautés spécifiques, dans le but de provoquer des troubles ou une déstabilisation.



- **Le député Ibrahim Mousawi** : « Nous condamnons fermement la tentative manifeste de LBCI d'incitation à la haine et de précipitation du pays vers la guerre civile et la division interne, dans le contexte de la guerre d'agression israélienne en cours contre le Liban. »
- **Ahmad Hariri, secrétaire général du Courant du Futur** : « Y a-t-il, au sein des agences de sécurité, des individus qui se sont transformés en milice et ont décidé de jouer avec le feu de la sédition et de saper les efforts de nos frères arabes pour préserver la stabilité, la sécurité et la paix au Liban ? »

Une interprétation communautaire et identitaire

Les incidents ont été interprétés sous un angle communautaire, l'accent étant mis sur la dignité et la représentation collective, ainsi que sur le sentiment que certaines communautés étaient prises pour cible. (par exemple, la dignité de Beyrouth dans l'affaire de Saqiyat al-Jan-zir, et les symboles religieux tels que le patriarche maronite dans l'affaire de la vidéo de la LBCI). Chaque camp s'est présenté comme défendant l'identité collective contre les insultes ou les attaques ciblées.



- **An-Nahar a résumé la situation avec le titre** : « Les tensions entre sunnites et chiites ont explosé à Saqiyat al-Jan-zir » (27 avril 2026).
- **Salim Sayegh** : « La campagne contre le patriarche maronite n'est pas simplement une critique, mais s'inscrit dans une lutte plus profonde autour de l'identité et de l'avenir du Liban. Elle a commencé lorsque Sa Béatitude a proposé l'idée de la neutralité du Liban, ce qui contredit le projet du Hezbollah... »

Inscription dans un contexte de crise plus large

Dans les deux cas, ces incidents ont été rapidement interprétés par différents acteurs à travers un prisme politique et structurel plus large, les reliant à des enjeux plus généraux tels que la fragilité institutionnelle, les tensions communautaires et l'instabilité nationale.



- **Al-Liwaa, 27 avril 2026** : « L'incident de Saqiyat al-Janizir à Beyrouth n'était pas simplement un différend local sur le prix des générateurs électriques, mais plutôt un moment révélateur qui a mis à nu la structure de l'État libanais. En surface, il s'agissait d'un différend de service entre des habitants et une agence de sécurité, mais en profondeur, il s'agit d'une crise bien plus grave... »

« Pour comprendre les racines de la crise, il faut remonter à la période d'après-guerre civile, plus précisément à l'époque de la tutelle syrienne. Les institutions n'ont pas été construites sur une base constitutionnelle, mais sur l'équilibre des milices issues de la guerre et entrées dans l'État ».

- **Le député Melhem Khalaf** : « Nous sommes confrontés au risque de voir disparaître ce qui reste de notre tissu social national, ainsi qu'à une situation qui pourrait dégénérer à tout moment si elle n'est pas gérée avec sagesse et responsabilité. »

La réactivation de la mémoire du conflit s'est également manifestée par des références récurrentes à la « sédition », aux « troubles civils » et aux schémas historiques d'instabilité, qui ont rappelé l'héritage de la guerre civile au Liban et renforcé le sentiment de fragilité systémique et de méfiance politique.

4. EN QUOI EST-CE IMPORTANT ? (RISQUES ET IMPLICATIONS)

Ces deux cas montrent à quelle vitesse le débat public peut dégénérer en tensions communautaires, lorsque les événements sont réinterprétés à travers le prisme de l'identité. Cette dynamique risque d'aggraver les divisions existantes et de compromettre la paix civile en transformant des incidents isolés en affrontements communautaires de plus grande ampleur.

La circulation rapide de récits à forte charge émotionnelle à travers les médias et les réseaux sociaux, y compris l'utilisation de contenus générés par l'IA, augmente encore la probabilité que les tensions dans l'espace numérique débordent dans le monde réel, en particulier dans des contextes déjà polarisés.

Une autre préoccupation concerne la normalisation du discours hostile. L'utilisation fréquente d'insultes, d'un langage déshumanisant et d'une rhétorique accusatrice contribue à la polarisation et augmente également le risque de confrontation physique.

Parallèlement, la frontière entre la critique légitime et l'incitation à la haine devient de plus en plus floue. Cette ambiguïté comporte un double risque : elle peut encourager les restrictions à la liberté d'expression, tout en favorisant la propagation et la justification des discours de haine sous couvert de commentaires politiques.

Cela souligne l'importance de la responsabilité des médias comme des individus dans l'expression publique, afin d'éviter de contribuer à l'amplification des divisions.